

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour publication immédiate

LE SOUS-INVESTISSEMENT EN INFRASTRUCTURES DE TRANSPORT NUIT-IL À LA PRODUCTIVITÉ DU QUÉBEC?

Montréal, le 17 mai 2011 – Depuis l'effondrement du pont de la Concorde en 2006, le Québec investit massivement pour restaurer son réseau de transport. Ces dépenses seront d'autant plus importantes qu'elles devront pallier le sous-investissement considérable survenu entre 1975 et 2000. Longtemps absent de l'agenda politique québécois, le réseau routier s'est détérioré et figure maintenant parmi l'un des plus vétustes des provinces canadiennes. « Ce manque d'intérêt pourrait nuire à la croissance de la productivité du Québec, soutient Robert Gagné, directeur du Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal. Un phénomène que nous étudions dans le cadre d'une vaste recherche que nous menons sur le sujet. »

Le Québec a délibérément réduit ses investissements dans les infrastructures de transport sur vingt-cinq ans, au point d'atteindre un niveau bien inférieur à celui de l'Ontario et de la Colombie-Britannique, les deux autres provinces les plus peuplées du Canada. Ainsi, entre 1979 et 2000, le stock net québécois est passé de près de 26,5 milliards à seulement 19,5 milliards de dollars, soit un niveau comparable à celui de 1970. Cependant, de par sa taille, son climat d'une rigueur extrême, sa faible densité de population et ses ressources financières limitées, la gestion du réseau routier représente un défi plus important qu'ailleurs. Les conséquences d'une telle négligence sont d'autant plus coûteuses.

À titre d'exemple, l'entretien préventif effectué sur un kilomètre de route âgée de 12 ans et moins coûte 1000 \$ selon le ministère des Transports de l'Ontario. La réfection d'un kilomètre de route âgée de 12 à 15 ans se chiffre à 80 000 \$ et la reconstruction d'un kilomètre d'une route vieille de plus de 15 ans atteint les 250 000 \$. Or, un entretien préventif permet non seulement de stabiliser l'âge moyen de la route, mais de réaliser aussi des économies. Toutefois, les coûts les plus importants pourraient se mesurer en termes de productivité.

Le véritable prix à payer

« Dans les pays industrialisés, les infrastructures de transport sont celles qui ont le plus grand potentiel de stimulation de l'économie à long terme, affirme Robert Gagné. Un réseau de transport performant réduit les coûts des entreprises, affecte leur décision de localisation, donne accès à de nouveaux marchés et peut ainsi apporter des gains de productivité considérables. Le gouvernement du Québec a pris conscience de ces enjeux et entend investir jusqu'à 21 milliards de dollars pour moderniser ses infrastructures de 2007 à 2014. Cependant, ce comportement en dents de scie est loin d'être optimal. »

En laissant se dégrader son infrastructure routière, les autorités québécoises ont non seulement ignoré les conséquences financières d'un réseau de transport en mauvais état pour les utilisateurs, mais aussi les coûts astronomiques liés à la réfection des routes endommagées. Ainsi, si le gouvernement québécois avait maintenu un niveau d'investissement suffisant durant les années 1980 et 1990, celui-ci aurait certainement économisé de nombreuses dépenses consacrées à la réfection des routes et des structures vers la fin des années 2000.

Le Centre sur la productivité et la prospérité poursuit ses recherches sur le sujet afin d'évaluer l'impact réel de ce sous-investissement en infrastructure de transport sur la productivité du Québec et d'en chiffrer le coût économique. Des résultats devraient être disponibles en septembre prochain.

Pour en savoir plus : [Les infrastructures publiques au Québec : évolution des investissements et impact sur la croissance de la productivité.](#)

À propos du Centre sur la productivité et la prospérité

Créé en 2009, le Centre sur la productivité et la prospérité de HEC Montréal mène une double mission. Il se consacre d'abord à la recherche sur la productivité et la prospérité en ayant comme principaux objets d'étude le Québec et le Canada. Le Centre voit ensuite à faire connaître ces résultats de recherche par des activités de transfert, de vulgarisation et, ultimement, d'éducation. Pour en apprendre davantage sur le Centre, visitez le www.hec.ca/cpp ou écrivez à info.cpp@hec.ca.

– 30 –

Source :

Liette D'Amours

Responsable des relations médias

Tél. : 514 649-2347

info.cpp@hec.ca